



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8343>

Venezuela

La « guerre économique » pour les Nuls (et les journalistes)

- Journal des Alternatives - Ailleurs sur le Web -



Alors que la vague de violence déclenchée par une opposition décidée à le renverser a provoqué la mort de plus de cent dix personnes depuis début avril, le président « chaviste » Nicolás Maduro a réussi son pari : faire élire une Assemblée nationale constituante le 30 juillet. Malgré une situation extrêmement tendue et les menaces proférées contre les électeurs par les groupes de choc d'extrême droite, plus de 8 millions de citoyens (41,5 % de l'électorat) se sont déplacés et ont choisi leurs représentants.

Largement traitée par des médias totalement acquis à l'opposition, la grave crise que traverse le Venezuela comporte une dimension systématiquement passée sous silence : comme dans le Chili de Salvador Allende, une sournoise mais féroce « guerre économique » déstabilise le pays.

Le 18 janvier 2013, alors que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (en anglais FAO) vient de publier son rapport annuel [1], son ambassadeur Marcelo Resende de Souza visite au Venezuela un marché de Valencia (Etat de Carabobo), accompagné du vice-président de l'époque Nicolás Maduro. « Nous possédons toutes les données sur la faim dans le monde, déclare-t-il. Huit cents millions de personnes ont faim ; 49 millions en Amérique latine et dans la Caraïbe, mais aucune au Venezuela parce qu'ici la sécurité alimentaire est assurée. »

Etrangement, quatre mois à peine se sont écoulés que, la maladie ayant emporté Hugo Chávez et son ex-vice-président venant d'être élu chef de l'Etat, le quotidien (et porte-parole officieux des multinationales espagnoles) El País entonne une toute autre chanson : « Le désapprovisionnement accule Maduro » [2]. Certes, la pénurie concerne principalement, à ce moment, le papier hygiénique (qui, pendant de longues semaines, va fournir un passionnant sujet de dissertation aux pisse-copies du monde entier), mais, mentionne El País, elle s'ajoute à « une absence cyclique (...) de la farine, du poulet, des déodorants, de l'huile de maïs, du sucre et du fromage (...) dans les supermarchés ».

Ainsi débute médiatiquement ce qui va devenir « la pire crise économique » connue par ce pays, « potentiellement l'un des plus riches au monde », du fait de sa « dépendance à l'or noir », de « la baisse du prix du baril de pétrole » et de « la gabegie du gouvernement ». Alors que les porte-paroles de l'opposition incriminent en vrac l'excessive intervention de l'Etat, la régulation « autoritaire » des prix, l'impossibilité qui en découle pour l'entreprise privée de couvrir ses coûts de production, le manque de devises octroyées par le pouvoir pour importer matières premières et produits finis, les pénuries deviennent chroniques, les rayons des supermarchés désespérément vides, les files d'attente interminables, le « marché noir » omniprésent. « Au Venezuela, la baisse du pétrole fait flamber les prix des préservatifs » pourra bientôt titrer Le Figaro (17 février 2015). Même les médicaments deviennent introuvables, attisant l'angoisse et les souffrances de la population.

Une telle situation a de quoi émouvoir les humanistes du monde entier. « S'il y a une crise humanitaire importante, c'est-à-dire un effondrement de l'économie, au point qu'ils [les Vénézuéliens] aient désespérément besoin d'aliments, d'eau et de choses comme ça, alors nous pourrions réagir », annonce sur CNN, le 28 octobre 2015, le chef du Commandement sud de l'armée des Etats-Unis (Southern Command), le général John Kelly, en réponse aux appels « désespérés » de la « société civile » vénézuélienne. Dès 2014, alors que la Table d'unité démocratique (MUD) appelait au renversement du chef de l'Etat en lançant l'opération « La Salida » (« la sortie »), l'une de ses dirigeantes, María Corina Machado, avait tracé la voie : « Certains disent que nous devons attendre les élections dans quelques années. Est-ce que ceux qui n'arrivent pas à alimenter leurs enfants peuvent attendre ? (...) Le Venezuela ne peut plus attendre ! » La violente séquence subversive échoua, mais se solda par 43 morts et plus de 800 blessés. Et les Vénézuéliens continuèrent à éprouver des difficultés chaque jour plus insupportables pour

s'approvisionner.

Le 6 décembre 2015, lors des élections législatives, les tracas, les privations et le mécontentement ayant érodé le moral des citoyens de tous bords, le chavisme perd 1 900 000 voix et devient minoritaire à l'Assemblée. Inversant les termes de l'équation, la grande internationale néolibérale célèbre ce triomphe de la « démocratie » sur le « chaos ». Soumis à une information triée et rassemblée pour conforter cet a priori, bien peu, en particulier à l'étranger, ont conscience de ce que cette victoire a reposé fondamentalement sur un torpillage de la « révolution bolivarienne » par une déstabilisation économique similaire à celle employée dans les années 1970 au Chili contre Salvador Allende. Dénoncée en son temps par les progressistes (plus organisés, lucides et courageux à l'époque qu'aujourd'hui), cette dernière fut officiellement confirmée, trente-cinq années plus tard, par la déclassification de vingt mille documents des archives secrètes du gouvernement des Etats-Unis. S'agissant de la « crise vénézuélienne », on peut donc espérer voir cesser la déconnexion entre discours médiatique et réalité dans environ... trois décennies. Ce qui, malheureusement, arrivera un peu tard pour la compréhension des événements et la défense urgente, sur la terre de Bolivar, d'une démocratie particulièrement menacée. Mais permettra sans doute à ceux qui, actuellement, ferment volontairement ou détournent lâchement les yeux, de vendre du papier en publiant et commentant avec une indignation de bon aloi ces « stupéfiantes révélations ».

Rien de nouveau sous le soleil, pourtant. En matière de « déstabilisation économique » débouchant sur un coup d'Etat, le Chili de l'Unité populaire (4 septembre 1970 - 11 septembre 1973) demeure évidemment une référence incontestée. Rien de plus clair que l'ordre donné par Richard Nixon à la Central Intelligence Agency (CIA) : « Make the economy scream ! » (« faites crier l'économie »). Ainsi que la multiplication des mesures de rétorsion mises en oeuvre contre Santiago : blocage des biens et avoirs chiliens aux Etats-Unis, disparition des machines et pièces de rechange pour les mines, manoeuvres à l'international pour empêcher la consolidation de la dette chilienne, pressions sur le cours du cuivre, saisie-arrêt des exportations de ce métal vers l'Europe... En 1972, du fait des mesures sociales et de l'augmentation du pouvoir d'achat, la consommation populaire augmente considérablement. Suspendant la mise en vente de leurs stocks, retenant leurs marchandises, les entreprises privées provoquent délibérément des problèmes de ravitaillement. Des files d'attente interminables se forment à l'entrée des magasins. La majorité des biens de première nécessité - dont l'inévitable papier hygiénique ! - ne se trouvent plus qu'au marché noir. Quotidien chilien « de référence », El Mercurio se délecte : « Le socialisme c'est la pénurie ». Casseroles vides à la main, des milliers d'opposants se rassemblent dans les rues. Le 25 juillet 1973, grassement « arrosée » de 2 millions de dollars par la CIA, la puissante fédération des camionneurs déclare une grève illimitée et immobilise sa flotte de poids lourds pour empêcher les aliments de parvenir à la population. Dans très peu de temps, il ne restera au général Augusto Pinochet qu'à intervenir pour mettre un terme à la débâcle de l'« économie socialiste ».

Les difficultés du peuple constituant un ferment constant de révoltes, des techniques relevant de la même philosophie avaient déjà été utilisées contre Cuba. Prenant acte du fait qu'on ne pouvait compter sur un soulèvement populaire pour renverser Fidel Castro, le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires internationales Lester D. Malory conseilla dans son rapport du 6 avril 1960 : « Le seul moyen prévisible de réduire le soutien interne passe par le désenchantement et le découragement basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques (...) Tout moyen pour affaiblir la vie économique de Cuba doit être utilisé rapidement (...) dans le but de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement. » Le 3 février 1962, dans le but d'étrangler l'île, John Fitzgerald Kennedy annoncera la mise en place de l'embargo - toujours en vigueur actuellement. Sans résultat dans ce cas, à l'exception des souffrances inutiles infligées au peuple cubain.

Vingt ans après Cuba avec Fulgencio Batista, le Nicaragua sandiniste s'est débarrassé en 1979 de son dictateur Anastasio Somoza. Alors que les premières élections libres doivent avoir lieu le 4 novembre 1984 et que les troupes contre-révolutionnaires - la « contra » -, financées, entraînées et approvisionnées par les Etats-Unis, harcèlent le pays depuis le Honduras et le Costa Rica voisins, des agents des forces spéciales américaines minent les eaux de plusieurs ports nicaraguayens en début d'année. De nombreux navires ayant été endommagés, les primes d'assurance augmentent, les bateaux marchands étrangers évitent la destination, affectant très fortement l'économie

par la réduction drastique des importations et des exportations. Objectif atteint ! « La pénurie au coeur des élections », titre et développe Libération, le 2 novembre 1984 : « Au marché noir, on peut pratiquement tout acheter, à condition d'y mettre le prix : 65 cordobas les deux piles de radio (produit rare), 160 le tube de dentifrice. L'occupation principale de quelques centaines de "hiboux" consiste à se procurer des dollars au marché noir (environ dix fois le taux officiel) puis à partir s'approvisionner au Costa Rica ou au Guatemala. Les produits sont ensuite revendus jusqu'à vingt fois le prix officiel, dans les baraques [du marché] de "l'Oriental" de Managua. (...) L'étatisation économique se renforce de jour en jour. (...) Les partis d'opposition affirment que les problèmes de ravitaillement ont constitué le thème le plus mobilisateur [c'est nous qui soulignons]. »

Les Nicaraguayens n'étant pas tombés dans le piège et le sandiniste Daniel Ortega ayant malgré tout été élu président de la République avec 67 % des voix, Washington doublera la mise en imposant au Nicaragua un embargo commercial total en 1985. Cette agression militaire et économique entraînant une très forte dégradation de la situation, le pays s'endettera, s'enlisera dans une gestion de survie et devra mettre genoux à terre, « vaincu par la faim et la guerre », lors de l'élection présidentielle du 25 février 1990.

Au Venezuela, si Hugo Chávez a évoqué le concept de « guerre économique » dès 2010, le premier à la théoriser, en 2013, a été Luis Salas. La source d'inspiration initiale de ce chercheur du Centre stratégique latino-américain de géopolitique (Celag), très éphémère ministre de l'économie en 2016, a de quoi surprendre : loin des exemples latino-américains précédemment cités, il explique avoir fondé les prémices de sa réflexion sur l'ouvrage Les problèmes politiques du plein emploi [3] que l'auteur polonais Michal Kalecki (1899 - 1970) écrit en se basant sur son expérience vécue... en France, sous le Front populaire. « Il y dit que, d'un point de vue marxiste conventionnel, on ne peut pas comprendre ce qui s'est passé. Car, paradoxalement, pendant ses trois années, à travers les hausses salariales et l'augmentation de la consommation ainsi que la croissance enregistrée, le gouvernement de Léon Blum avait permis un enrichissement des entrepreneurs et des commerçants. »

Or, et même en supposant que ceux-ci ont tout intérêt à ce qu'un gouvernement, à travers le plein emploi, augmente le pouvoir d'achat de la population, ce type de politique pose au capital un problème fondamental. « Pour les patrons, le plein emploi rend la main d'oeuvre plus chère et les travailleurs moins dociles, moins susceptibles d'accepter n'importe quoi. Entre autres inconvénients, le capital ne peut plus jouer sur la menace de licenciement. Par ailleurs, le gouvernement Blum avait commencé à assumer de nombreuses tâches qui, normalement, appartenaient aux patrons, comme la distribution des aliments. Leur pouvoir reposait là-dessus... » Politique à court terme, le problème devient économique à long terme. « Leur pouvoir, en tant que classe, pouvait être déplacé. » La presse de droite se déchaîna alors contre les « salopards en casquette » qui allaient profiter des congés payés ; financiers et industriels spéculèrent et transfèrent leurs capitaux vers l'étranger. La suite appartient à l'Histoire de France. Mais présente de fait quelques similitudes avec ce qui se passe au Venezuela où, s'estimant menacé, le « monde de l'entreprise » participe activement au sabotage de l'économie.

« En 2013, quand Maduro est arrivé au pouvoir, rappelle Salas, la loi du travail, la dernière qu'a signée Chávez [le 30 avril 2012], venait d'être approuvée. Et cette loi, bien qu'elle n'altère pas la relation capital/travail, crée un nouveau rapport qui complique la domination sur les travailleurs. Elle octroie la stabilité salariale, réduit la durée du travail à quarante heures hebdomadaires, sanctionne les licenciements injustifiés, rend les vacances obligatoires, crée des avantages nouveaux, etc. Dès lors, patronat et négociants ont affiné leurs techniques pour se débarrasser de Maduro. »

« Affiner » est bien le mot, car ils n'en étaient pas à leur coup d'essai. En 2001, après la signature de 49 décrets-lois emblématiques - loi sur les hydrocarbures, loi sur la terre et le développement agricole, loi de la pêche, etc. -, puis, surtout, fin 2002, après l'échec du fugace coup d'Etat américano-militaro-médiatico-patronal d'avril, Chávez lui-même a dû affronter ce type de déstabilisation. Du 2 décembre 2002 au 9 février 2003, alors que ses hauts cadres dirigeants paralysaient la compagnie pétrolière PDVSA et que le pays sombrait, victime non d'une « grève générale » mais d'un « lock out » patronal, les aliments et autres biens de première nécessité disparurent dans les « barrios ».

C'est l'époque où, dans l'Etat de Zulia, on put voir des producteurs de lait jeter dans les rivières des millions de litres de leur production pour générer la pénurie.

Particulièrement affectée et ouvertement poussée à se révolter comme elle le fit (spontanément) lors du « caracazo » en 1989 [4], la population modeste, base sociale du chavisme, conserva son sang-froid et ne tomba pas dans la provocation. Au terme d'une bataille de soixante-trois jours, le « comandante » reprit le contrôle, mais, la paralysie de l'activité économique avait coûté 20 milliards de dollars au pays et une remontée spectaculaire de la pauvreté - passée de 60 % en 1997 à 39 % fin 2001, elle atteignit 48 % en 2002 puis 55,1 % en 2003. Près de 590 000 travailleurs, essentiellement des femmes, se retrouvèrent sans travail de 2001 à 2003 ; les morts par dénutrition augmentèrent de 31 %.

La reprise du contrôle de PDVSA et l'affectation des revenus pétroliers au financement des politiques sociales permettront de renverser la situation (21,2 % de pauvreté en 2012) jusqu'à l'actuelle phase de déstabilisation.

Ainsi, donc, à en croire la vulgate en vogue, depuis que la crise financière internationale a orienté le cours du pétrole à la baisse en 2008, la rente ne suffit plus à couvrir la facture des importations. Etonnant, non ? Ayant pulvérisé les sommets à la mi-2008 (150 dollars le baril), l'or noir est certes redescendu à 38 dollars en 2015 avant d'osciller entre 21 et 24 dollars en 2016, mais il se vendait à... 7 dollars le baril en 1998, lors de l'arrivée au pouvoir de Chávez. Et personne ne se souvient avoir vu à l'époque de longues files d'attente devant les commerces - depuis les échoppes jusqu'aux supermarchés.

D'aucuns pourraient objecter que, plongés alors en masse dans la pauvreté, les Vénézuéliens consommaient beaucoup moins à l'époque qu'à l'heure actuelle (ce qui est vrai !) ; bien peu le font car ce serait évidemment un hommage rendu implicitement par le vice à la vertu. Mais en tout état de cause, avec un pétrole remonté en 2017 aux alentours de 40 dollars, la théorie de la population « au bord de la famine » à cause du « pays en faillite » résiste mal à la réflexion (pour peu, bien sûr, qu'il y ait une réflexion).

Commençons par le commencement - d'après les porte-parole officiels et officieux du patronat, le gouvernement n'octroie pas aux entreprises les dollars nécessaires à l'importation et à la production - et tentons d'analyser la situation...

Quatre-vingt-quinze pour cent des devises du pays proviennent de l'exportation du pétrole. Cette situation structurelle date de 1920, année où a été approuvée la première loi sur les hydrocarbures et où s'est établi le mécanisme à travers lequel l'Etat capte une partie, plus ou moins importante selon les périodes, de la rente pétrolière. Depuis le début de ce XXe siècle, la bourgeoisie s'est ingéniée à se réapproprier cette rente en échangeant ses bolivars contre des dollars et à l'utiliser essentiellement pour importer - ce qui ne présente aucun risque et ne requiert aucun investissement. Il en résulte que, pour en revenir à la période actuelle, les 10 % des exportations non pétrolières du Venezuela sont constitués de produits minéraux (26 %), chimiques (45 %), de plastiques et de caoutchouc (3 %), de métaux (10 %), tous produits par... des entreprises publiques. La contribution du secteur privé, en moyenne, ne dépasse pas 1 % du total des exportations [5].

Ce n'est donc pas le pétrole en soi qui constitue un problème, mais le fait que si les devises se trouvent initialement et en quasi-totalité entre les mains de l'Etat c'est parce que le secteur privé, moteur autoproclamé d'une économie « dynamique » et « efficace », se limite (dans le meilleur des cas) à fournir par l'importation le marché intérieur, en prenant une confortable marge au passage, et ne participe quasiment pas à l'accroissement de la richesse nationale. Plutôt que d'investir, il n'a pour préoccupation que de récupérer le magot et de l'utiliser à son profit.

Une fois ce cadre global établi, on cherchera l'erreur : depuis qu'en 2003 a été instauré un contrôle des changes

pour éviter la fuite des capitaux, les entreprises privées ont reçu de l'Etat 338,341 milliards de dollars pour l'importation de biens et de services. En 2004, alors qu'elles ont disposé à cette fin de 15,75 milliards de dollars, on n'a constaté aucune pénurie. En 2013, alors que la somme attribuée a quasiment doublé pour atteindre 30,859 milliards de dollars, les principaux biens essentiels ont disparu [6]. Doit-on parler de magie ? Peut-être. Mais, dans ce cas, de magie noire.

Si la crise économique mondiale et la baisse des prix du pétrole ont évidemment un rôle dans la dégradation de la situation, elles n'en sont aucunement la cause principale. La conviction des néolibéraux nationaux et internationaux qu'il fallait profiter de la mort de Chávez pour « achever » la « révolution bolivarienne » a incontestablement marqué le point d'inflexion vers l'organisation du désastre. Dès lors, d'après Pascualina Curcio, professeure de sciences économiques à l'Université Simón Bolívar, s'articulent quatre phénomènes : une pénurie programmée et sélective des biens de première nécessité ; une inflation artificiellement provoquée ; un embargo commercial camouflé ; un blocus financier international. Auxquels on ajoutera, depuis avril 2017, la violence insurrectionnelle soutenue par les Etats-Unis, leurs alliés régionaux (Argentine, Brésil, Mexique) ainsi que l'Union européenne, sanctifiée par les commissaires politiques des médias. Ce que d'aucuns appellent « une guerre de quatrième génération ».

En 2004, tandis qu'étaient importés pour 2,1 milliards de dollars d'aliments, chacun pouvait se nourrir dans des conditions normales. En 2014, avec 7,7 milliards, une augmentation de 91 % - sachant que, depuis 2004, le gouvernement octroie les dollars à un taux préférentiel pour l'achat des biens essentiels -, on ne trouve plus ni beurre, ni huile, ni farine de maïs précuite, ni riz, ni lait en poudre, ni pâtes alimentaires, ni lait pasteurisé, ni viande de boeuf, ni fromages, ni mayonnaise, ni sucre, ni café sur les rayons des commerces et des grandes surfaces. En revanche, les gondoles croulent sous les boissons gazeuses, les galettes, les biscuits, les friandises, les gourmandises et autres sucreries, les conserves exotiques, les surgelés sophistiqués. De quoi s'interroger sur la curieuse « crise humanitaire » dont le monde entier a entendu parler.

Le 20 mai 2016, Agustín Otxotorena, un entrepreneur basque pas spécialement « chaviste » résidant à Caracas, fatigué de répondre à ses amis et proches qui, depuis l'Espagne, s'alarmaient pour sa santé dans un pays affecté par une famine similaire à celles qui frappent la Somalie ou l'Ethiopie, en fut réduit à publier sur sa page Facebook une série de photographies particulièrement édifiantes prises dans les établissements commerciaux des secteurs des classes moyenne et supérieure de l'est et du sud-est de Caracas (les fiefs de l'opposition). « Si tu as de l'argent, persiflait-il, il y a du whisky 18 ans d'âge, du rhum vénézuélien exquis, du champagne français, de la vodka russe ou suédoise, des bonbons belges, des viandes savoureuses, des langoustes, des vêtements de marque, des restaurants exclusifs, des discothèques spectaculaires, des plages avec des yachts, des clubs de golf et hippiques, des terrains de tennis et de football, et tout un pays à l'intérieur d'un autre pays, où il n'y a pas de pauvres, où les femmes et les enfants sont blonds, vont dans des collèges exclusifs, des universités exclusives, et se divertissent dans l'île de la Tortue ou dans l'archipel de Los Roques, là où les uniques Noirs ou pauvres sont les serveurs, le personnel des services ou de la sécurité », avant de conclure l'une de ses dernières livraisons d'un rageur (et en majuscules) : « JE SUIS FATIGUÉ DES MENSONGES ! [7] »

D'où la question que tout un chacun (à condition de ne pas être journaliste) se pose forcément : pourquoi y a-t-il pénurie de certains produits et pas d'autres, pourquoi des aliments sont-ils si difficiles à obtenir et d'autres non ? Pourquoi les fruits et les légumes, par exemple, n'ont-ils pas disparu ?

Suite de notre enquête demain

Post-scriptum :

[1] « Panorama de la Seguridad Alimentaria y Nutricional en América Latina y el Caribe 2012 », FAO, Rome, 2012.

La « guerre économique » pour les Nuls (et les journalistes)

[2] Alfredo Meza, « El desabastecimiento acorrala a Maduro », *El País*, Madrid, 16 mai 2013.

[3] Essai initialement publié en 1943 dans le *Political Quarterly*, fondé à Londres en 1930 par Leonard Woolf (époux de Virginia Woolf).

[4] Révolte populaire brutalement réprimée par le gouvernement du social-démocrate Carlos Andrés Pérez - 3 000 morts - en février 1989, à la suite d'un ajustement structurel imposé par le Fonds monétaire international (FMI).

[5] Pascualina Curcio, « Mitos sobre la economía venezolana », *15 y ultimo*, Caracas, 17 juin 2017.

[6] Pascualina Curcio, *La Mano visible del Mercado. Guerra económica en Venezuela*, Editorial Nosotros Mismos, Caracas 2016. De nombreux chiffres mentionnés dans cet article proviennent de cette étude. Voir également sur le Web : « Venezuela : tout comprendre sur l'inflation et les pénuries », *Venezuela Infos*, 29 mai 2017.

[7] Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=p447jwE7lac>

► Maurice Lemoine est Journaliste

11 août 2017

<http://www.medelu.org/La-guerre-economique-pour-les-Nuls>

Sous la forme d'un feuilleton en quatre parties que vous pourrez retrouver chaque jour à partir du 11 août 2017, Mémoire des luttes publie une enquête exclusive de Maurice Lemoine consacrée à la question de la « guerre économique » au Venezuela.

Photographie : Maurice Lemoine